

# Table des matières

<b>Les contestations relatives à la compatibilité de normes nationales avec le droit de l'Union européenne</b>	7
<i>Nicolas CARIAT et Oscar TORRES RODRÍGUEZ</i>	
Section 1. La saisine des juridictions et organes administratifs internes	8
§ 1. Le rattachement d'une situation identifiée au droit de l'Union européenne	10
§ 2. L'obligation d'interprétation conforme	12
§ 3. L'obligation de laisser inappliquées les normes nationales contraires aux normes du droit de l'Union possédant un effet direct	14
§ 4. Les recours en responsabilité extracontractuelle pour les dommages liés à la violation du droit de l'Union	18
§ 5. L'éventuelle implication de la Cour de justice au moyen d'un renvoi préjudiciel	21
Section 2. La plainte auprès de la Commission européenne et la procédure en manquement	23
§ 1. Mesures nationales potentiellement concernées	24
§ 2. Procédure	26
A. Dépôt d'une plainte	26
B. Examen et instruction de la plainte	28
C. Procédure en manquement	30
§ 3. Effets potentiels de la procédure	32
Section 3. La pétition auprès du Parlement européen	34
§ 1. Mesures nationales potentiellement concernées	35
§ 2. Procédure	35
A. Recevabilité	36
B. Examen et instruction de la pétition	38
§ 3. Effets potentiels de la procédure	40

<b>La contestation d'un acte de l'Union</b>	43
<i>François R. VAN DER MENSBRUGGHE</i>	
Section 1. Le contrôle direct de la légalité : le contentieux de l'annulation	43
§ 1. Les actes attaquables	46
A. Les actes visés	46
B. Un acte imputable à une institution	54
§ 2. La qualité pour agir	55
A. Les requérants privilégiés	55
B. Les requérants semi-privilégiés	57
C. Les requérants ordinaires	57
§ 3. Les moyens invocables	64
A. L'incompétence	66
B. La violation des formes substantielles	67
C. La violation des traités ou de toute règle relative à leur application	68
D. Le détournement de pouvoir	69
§ 4. Les suites de la décision d'annulation	69
A. L'autorité de chose jugée	69
B. Les pouvoirs du juge de l'annulation	70
C. L'exécution de l'arrêt	72
Section 2. Le renvoi préjudiciel en appréciation de validité	72
§ 1. L'articulation avec les autres voies de recours	74
§ 2. Les suites de l'arrêt préjudiciel en appréciation de validité	76
Section 3. Le recours au Médiateur européen	77
§ 1. La mission du Médiateur	77
§ 2. Dépôt de plainte et procédure	78

<b>Actualités choisies en matière de procédure civile européenne. Les règlements n<sup>os</sup> 1215/2012, 805/2004 et 1896/2006</b>	81
<i>Aude BERTHE</i>	
Section 1. La circulation des jugements et actes authentiques sur la base du règlement n <sup>o</sup> 1215/2012	82
§ 1. Les décisions concernées	83
§ 2. La délivrance du certificat	83
§ 3. L'exécution et le refus d'exécution	86
Section 2. Le Titre exécutoire européen	89
§ 1. La notion de créance incontestée	89
§ 2. La décision susceptible de certification	91
§ 3. L'autorité chargée de certifier en tant que Titre exécutoire européen	93
§ 4. Le délai pour former la demande de Titre exécutoire européen	93
§ 5. Les conditions pour certifier en tant que TEE : les normes minimales	94
Section 3. La procédure européenne d'injonction de payer (règlement n <sup>o</sup> 1896/2006)	96
§ 1. La demande d'IPE	97
§ 2. Examen de la demande d'IPE	100
§ 3. Notification/signification de l'IPE	100
§ 4. Opposition	102
§ 5. Réexamen	103
 <b>La protection des droits fondamentaux</b>	107
<i>Antoine BAILLEUX et Emmanuelle BRIBOSIA</i>	
Introduction	107
Section 1. La Charte des droits fondamentaux	108
§ 1. Le champ d'application de la Charte (l'article 51)	108
A. Les institutions, organes, organismes de l'Union	109
B. Les États membres	109
C. Les particuliers	114
 ANTHEMIS	189

§ 2. La portée et l'interprétation de la Charte (l'article 52)	116
A. Les limitations aux droits fondamentaux	117
B. La relation avec la Convention européenne des droits de l'homme	119
C. La distinction entre droits et principes	124
§ 3. Le niveau de protection assuré par la Charte (l'article 53)	128
Section 2. Le droit UE de la non-discrimination	132
§ 1. Historique et imbrication des sources	132
A. Une construction aux allures de poupées russes	132
B. Articulation avec les instruments internationaux et nationaux d'interdiction des discriminations	134
§ 2. Les directives : une protection à géométrie variable selon les critères de discrimination et les domaines d'application	136
A. Champ d'application : critères protégés et domaine matériel couvert	137
B. Conduites prohibées et système de justification	143
§ 3. L'article 21 de la Charte : quelle plus-value en pratique ?	152

**Les principes de reconnaissance mutuelle et de confiance mutuelle : pierres angulaires de l'espace européen sans frontières intérieures** 157

*Eadaoin Ní CHAOIMH et Cecilia RIZCALLAH*

Introduction	157
Section 1. Le principe de reconnaissance mutuelle en droit du marché intérieur	158
§ 1. Le principe de reconnaissance mutuelle : un outil d'intégration négative en droit du marché intérieur	160
§ 2. Les critiques adressées à l'intégration fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle	164
§ 3. Le rôle de l'intégration positive comme soutien aux libertés de circulations	166
Section 2. Le principe de confiance mutuelle en droit de l'espace de liberté, de sécurité et de justice	170

§ 1. Le principe de confiance mutuelle : un outil d'intégration négative en droit de l'espace de liberté, de sécurité et de justice	171
§ 2. Les critiques adressées au principe de confiance mutuelle	174
§ 3. Les exceptions reconnues au principe de confiance mutuelle	176
A. En matière d'asile	176
B. En matière de coopération judiciaire civile	178
C. En matière de coopération pénale	179
§ 4. L'harmonisation comme soutien à la confiance mutuelle en droit de l'espace de liberté, de sécurité et de justice	182
Conclusion	185